

**Arrêté préfectoral n° 308 du 20 février 2025**

**portant mise en demeure à l'encontre de la société SCI JL IMMO  
d'effectuer les opérations nécessaires au respect de la  
réglementation relative à la gestion des déchets  
parcelle ZW 0131 de la commune de Brazey-en-Plaine**

Le Préfet de la Côte-d'Or

Préfet de la région Bourgogne-Franche-Comté

**Vu** le Code de l'environnement, et en particulier les articles L.171-6, L.511-1, L.511-2, L.512-1, L.514-5, L. 541-2 à L. 541-7-1 ; R. 541-8 ; R. 541-43 ; R. 541-45 ;

**Vu** la décision n°2000/532/CE modifiée établissant la liste des déchets, conformément à la directive 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil ;

**Vu** le décret n°88-466 du 28 avril 1988 relatif aux produits contenant de l'amiante ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 29 mai 2009 relatif aux transports de marchandises dangereuses par voies terrestres ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 18 mai 1990, complété par deux arrêtés préfectoraux complémentaires du 30 mai 2002, autorisant la société DUCAL et HERBERT, devenue CALDIC FRANCE, à exploiter une installation classée pour la protection de l'environnement sur le territoire de la commune de BRAZEY-EN-PLAINE (21470) ;

**Vu** le courrier du 21 avril 2015 de la société CALDIC FRANCE notifiant au Préfet de la Côte-d'Or l'arrêt définitif du site à BRAZEY-EN-PLAINE en mars 2015 ;

**Vu** le rapport n°R21-21039-V1 du 26 mars 2021 : Diagnostic de qualité des bétons sur les bâtiments destinés à être démolis ;

**Vu** le rapport de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante intégré au dossier technique amiante n° 886070 du 20 décembre 2021 ;

**Vu** l'acte de vente du 14 mars 2024 entre CALDIC FRANCE et SCI JL IMMO ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées du 28 janvier 2025 relatif à la visite d'inspection du 3 décembre 2024 ;

**Vu** le rapport de l'inspection transmis à la SCI JL IMMO le 01 février 2025 conformément à l'article L. 541-3 du Code de l'environnement ;

**Vu** le projet d'arrêté préfectoral transmis le 01 février 2025 à la SCI JL IMMO conformément à l'article L. 541-3 du Code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que l'article L.541-3 du Code de l'environnement dispose que lorsque des déchets sont abandonnés, déposés ou gérés contrairement aux prescriptions du présent chapitre et des règlements pris pour leur application, l'autorité titulaire du pouvoir de police compétente avise le producteur ou détenteur de déchets des faits qui lui sont reprochés ainsi que des sanctions qu'il encourt et, après l'avoir informé de la possibilité de présenter ses observations, écrites ou orales, dans un délai de dix jours, le cas échéant assisté par un conseil ou représenté par un mandataire de son choix, peut [...] le mettre en demeure d'effectuer les opérations nécessaires au respect de cette réglementation dans un délai déterminé ;

**CONSIDÉRANT** que l'article R. 541-12-16 du Code de l'environnement prescrit que lorsque les dispositions du titre IV du livre V du code susvisé s'appliquent sur le site d'une installation classée pour la protection de l'environnement, l'autorité titulaire du pouvoir de police mentionnée à l'article L. 541-3 est l'autorité administrative chargée du contrôle de cette installation ;

**CONSIDÉRANT** que le rapport n°R21-21039-V1 du 26 mars 2021 susvisé mentionne entre autres que les plaques en fibrociment de revêtement des façades et du plafond présentent de l'amiante ;

**CONSIDÉRANT** que l'annexe de la décision 2000/532/CE modifiée susvisée signale tout déchet contenant de l'amiante avec un astérisque ;

**CONSIDÉRANT** que l'article R. 541-8 du Code de l'environnement entend comme déchets dangereux, ceux signalés par un astérisque ;

**CONSIDÉRANT** que la société SCI JL IMMO a remis les déchets dangereux issus de la dépose des plaques de fibrociment à la société FRANCE CHAPE ;

**CONSIDÉRANT** que la société FRANCE CHAPE n'est pas régulièrement autorisée à recevoir des déchets dangereux ;

**CONSIDÉRANT** que l'article L. 541-2 du Code de l'environnement prescrit entre autres que tout producteur s'assure que la personne à qui il les remet est autorisée à les prendre en charge ;

**CONSIDÉRANT** dès lors qu'il est nécessaire de mettre en demeure la société SCI JL IMMO de faire reprendre ses déchets dangereux issus de la dépose des plaques de fibrociment afin de les remettre à une installation autorisée à les prendre en charge ;

**CONSIDÉRANT** que l'article R. 541-43 du Code de l'environnement prescrit entre autres que les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux transmettent par voie électronique les données constitutives du registre chronologique de production au plus tard sept jours après l'expédition des déchets ;

**CONSIDÉRANT** que l'inspection a constaté le 12 décembre 2024 l'absence de déclaration d'expédition de déchets de la société SCI JL IMMO, sur le registre national des déchets, terres excavées et sédiment ;

**CONSIDÉRANT** que la société a expédié ses déchets dangereux, il y a plus de 7 jours et n'a pas réalisé la déclaration telle que prescrite à l'article R. 541-43 du Code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** dès lors qu'il est nécessaire de mettre en demeure la société SCI JL IMMO de transmettre par voie électronique les données relatives à la gestion de ses déchets dangereux ;

**CONSIDÉRANT** que l'article L. 541-7 du Code de l'environnement prescrit entre autres que les personnes exportant des déchets tiennent à disposition de l'autorité administrative les informations relatives à la quantité, la nature des déchets qu'elles remettent à un tiers ;

**CONSIDÉRANT** que lors de la visite du 3 décembre 2024, l'exploitant n'a pas été, entre autres, en mesure de donner la quantité et la caractérisation (code déchet selon l'annexe de la décision 2000/532/CE modifiée susvisée) des déchets dangereux expédiés sur le site de FRANCE CHAPE ;

**CONSIDÉRANT** dès lors qu'il est nécessaire de mettre en demeure la société SCI JL IMMO de fournir les informations prescrites par l'article L. 541-7 du Code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que l'article R. 541-45 prescrit entre autres que toute personne qui produit des déchets dangereux en les remettant à un tiers émet un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ;

**CONSIDÉRANT** que la société SCI JL IMMO a confirmé à l'inspection des installations classées avoir remis ses déchets dangereux à la société FRANCE CHAPE sans avoir émis de bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ;

**CONSIDÉRANT** dès lors qu'il est nécessaire de mettre en demeure la société SCI JL IMMO de réaliser les opérations prescrites par l'article R. 541-45 du Code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que l'article L. 541-7-1 du Code de l'environnement prescrit entre autres que tout producteur de déchets est tenu d'emballer ou de conditionner les déchets dangereux et d'apposer un étiquetage sur les emballages ou contenants conformément aux règles internationales et européennes en vigueur ;

**CONSIDÉRANT** que l'article 6 de la directive européenne 2009/148/CE modifié susvisé, prévoit que les déchets contenant de l'amiante doivent être collectés dans des emballages clos appropriés revêtus d'étiquettes indiquant qu'ils contiennent de l'amiante ;

**CONSIDÉRANT** que le décret n°88-466 du 28 avril 1988 susvisé définit le modèle d'étiquetage ou de marquage devant figurer sur les produits contenant de l'amiante ou sur leur emballage ;

**CONSIDÉRANT** que l'arrêté ministériel du 29 mai 2009 modifié et ses annexes (volume I et II de l'accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par route (ADR)) classe entre autres les déchets d'amiante comme une marchandise dangereuse devant disposer des marquages UN appropriés et des étiquetages de danger de classe 9 ;

**CONSIDÉRANT** que l'inspection a constaté l'absence de tout marquage ou étiquetage sur l'ensemble des colis présents sur le site de FRANCE CHAPE ;

**CONSIDÉRANT** que l'inspection a constaté que les emballages réalisés par la société SCI JL IMMO ne disposaient pas des étiquetages réglementaires ;

**CONSIDÉRANT** dès lors qu'il est nécessaire de mettre en demeure la société SCI JL IMMO de faire réaliser le conditionnement, le marquage et l'étiquetage des déchets dangereux dans le respect des réglementations ;

**CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu, en application de l'article L. 541-3 du Code de l'environnement, de mettre en demeure la société SCI JL IMMO d'effectuer les opérations nécessaires au respect de la réglementation en matière de gestion des déchets dans un délai déterminé ;

**CONSIDÉRANT** que le rapport de l'inspection des installations classées du 28 janvier 2025 susvisé a été porté à la connaissance de la société SCI JL IMMO, le 1<sup>er</sup> février 2025, afin qu'elle puisse formuler ses observations dans un délai de 10 jours ;

**CONSIDÉRANT** que le projet du présent arrêté a été porté à la connaissance de la société SCI JL IMMO, le 1<sup>er</sup> février 2025, afin qu'elle puisse formuler ses observations dans un délai de 10 jours conformément au I de l'article L. 541-3 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** l'absence d'observations de la société SCI JL IMMO ;

**Sur** proposition du Secrétaire général de la préfecture de la Côte-d'Or

**ARRETE**

## Article 1<sup>er</sup>

La société SCI JL IMMO (Siret 908 046 907 00014), dont le siège social est situé 37 C RUE BIZOT 21130 LES MAILLYS, est mise en demeure en application de l'article L.541-3 du Code de l'environnement, pour la gestion des déchets dangereux issus de la dépose des plaques de fibrociment d'un ancien bâtiment exploité par la société CALDIC FRANCE (353 782 501 00129) situé sur la parcelle ZW 0131 sur le territoire de la commune de Brazey-en-Plaine, d'effectuer les opérations suivantes dans les délais fixés :

- **Sous 3 mois à compter de la notification** du présent arrêté :
  - faire emballer, étiqueter ou marquer les déchets dangereux amiantés déposés sur le site de FRANCE CHAPE conformément à la réglementation en vigueur, par une entreprise certifiée en application de l'article R. 4412-129 du Code du travail ;
  - faire ensuite enlever ces déchets par une entreprise autorisée à les transporter et les faire acheminer vers un site autorisé à les recevoir ; au moins 15 jours avant l'enlèvement des déchets, la société SCI JL IMMO transmettra à l'inspection des installations classées :
    - les éléments justifiant que les déchets sont emballés, étiquetés ou marqués conformément à la réglementation en vigueur ;
    - la copie du certificat d'acceptation préalable ;
  - transmettre par voie électronique les données constitutives du registre chronologique de l'expédition des déchets en application de l'article R. 541-43 du Code de l'environnement ;
  - transmettre à l'inspection des installations classées les informations prévues au I de l'article L 541-7 du Code de l'environnement ;
  - transmettre à l'inspection des installations classées une copie du bordereau de suivi de déchets ;

## Article 2

À défaut d'exécution de la mise en demeure dans les délais impartis à l'article 1 du présent arrêté, il pourra être fait application des sanctions administratives prévues à l'article L. 541-3 du code de l'environnement, sans préjudice des sanctions pénales.

## Article 3

Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de la société SCI JL IMMO .

## Article 4

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de DIJON (21000), dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le tribunal administratif peut être saisi, non seulement par courrier mais également par l'application informatique Télérecours, accessible par le lien <https://www.telerecours.fr/>.

## Article 5

En vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État de la Côte-d'Or pendant une durée minimale de deux mois.

Le présent arrêté est notifié à la société SCI JL IMMO.

## **Article 6**

Le secrétaire général de la préfecture de la Côte-d'Or, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté et le maire de Brazey-en-Plaine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie leur sera transmise ainsi qu'au sous-préfet de Beaune.

Le préfet  
Pour le préfet et par délégation  
Le secrétaire général  
Signé  
Denis BRUEL